

# Questions internationales

La Slovénie  
Le Kurdistan syrien ou Rojava  
Mai 68 dans les Caraïbes  
*Silence* de Martin Scorsese

## Turquie Le grand écart

## Conseil scientifique

**Christian de Boissieu**

**Yves Boyer**

**Frédéric Bozo**

**Frédéric Charillon**

**Jean-Claude Chouraqui**

**Georges Couffignal**

**Alain Dieckhoff**

**Isabelle Facon**

**Julian Fernandez**

**Robert Frank**

**Christine de Gemaux**

**Stella Ghervas**

**Nicole Gnesotto**

**Pierre Grosser**

**Pierre Jacquet**

**Christian Lequesne**

**Laurence Nardon**

**Françoise Nicolas**

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

**Fabrice Picod**

**Jean-Luc Racine**

**Frédéric Ramel**

**Philippe Ryfman**

**Ezra Suleiman**

**Serge Sur**

## Rédaction

Rédacteur en chef

**Serge Sur**

Équipe éditoriale

**Anne-Marie Barbey-Beresi**

**Ninon Bruguière**

**Jérôme Gallois**

## Cartographe

**Cyrille Suss**

## Traductrice

**Jane Roffe**

[www.oxford-comma.co.uk](http://www.oxford-comma.co.uk)

## Conception graphique

**Studio graphique multimédia de la DILA**

## Mise en page et impression

**DILA**

Contacter la rédaction :

**QI@dila.gouv.fr**

*Questions internationales* assume la responsabilité du choix des illustrations et de leurs légendes, de même que celle des intitulés, chapéaux et intertitres des articles, ainsi que des cartes et graphiques publiés.

Les encadrés figurant dans les articles sont rédigés par les auteurs de ceux-ci, sauf indication contraire.

# Éditorial

**L**es évolutions internes et internationales de la Turquie depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan ont été spectaculaires, et parfois heurtées. On avait connu après la fin de la Seconde Guerre mondiale un pays fidèle à l'héritage laïc d'Atatürk, en voie d'occidentalisation, pointe avancée de l'Occident au carrefour du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Asie grâce à son appartenance à l'OTAN et à sa candidature à l'Union européenne. L'Empire ottoman, son ancêtre, avait été au cœur de la question d'Orient et son long déclin avait aiguisé les appétits émancipateurs ou coloniaux de ses voisins européens. Mustafa Kemal, en substituant un État-nation à l'empire, avait assuré son indépendance. L'indépendance et l'affirmation de la Turquie, un nationalisme en garde contre les minorités, surtout contre les Kurdes, représentent toujours une priorité avec le président Erdogan, mais dans un esprit fondamentalement différent.

Ce sont ces évolutions – islamisation, soumission de l'armée, de la magistrature, de l'université, des médias, institution d'un régime présidentiel qui est un pouvoir personnel appuyé par un parti dominant, recentrage du pays dans son environnement moyen-oriental, distance prise par rapport à ses alliances traditionnelles – auxquelles s'intéresse le présent dossier. Exploitation d'un coup d'État manqué pour éliminer ses adversaires, adieu à l'adhésion à l'Union européenne tout en maintenant la pression sur elle grâce au contrôle des migrations, à la mobilisation des diasporas turques en Europe et à une influence religieuse croissante dans les Balkans, défis aux États-Unis, questions sur l'appartenance à l'OTAN, rapprochements ponctuels avec la Russie et l'Iran, ces grands écarts constituent une révision déchirante de la posture interne et internationale de la Turquie. Toutes ces évolutions ont suivi des processus démocratiques – mais ne relèvent guère de la démocratie libérale. Elles ont aussi un prix à payer, à commencer peut-être par des difficultés économiques. Les études du dossier en analysent les éléments, politiques, économiques et diplomatiques.

À propos des Balkans, les « Questions européennes » s'attachent à la Slovénie, l'État qui est sorti le plus vite et le plus tranquillement de la Yougoslavie, le plus proche de l'Europe occidentale. Quant aux « Regards sur le monde », ils ne quittent pas l'espace turc, ancien ou actuel, en analysant les tentatives kurdes de construire une entité propre, le Rojava, entre le rêve et la réalité. C'est un autre type de grand écart avec les « Histoires de *Questions internationales* » éclairant le Mai 68 des Caraïbes – un Mai 68 extensif, qui s'étale et se prolonge au cours des années suivantes. Autre grand écart encore avec « Les questions internationales à l'écran » : l'échec de l'évangélisation du Japon au XVII<sup>e</sup> siècle est regardé à travers un film de Martin Scorsese, *Silence*.

## Questions internationales

**Gilles Andréani** a animé pendant ces deux dernières années *Questions internationales*, conjointement avec Serge Sur. Les responsabilités qui sont maintenant les siennes ne lui permettent plus de remplir cette fonction. Associé à la revue dès sa fondation, membre de son Conseil scientifique, auteur de plusieurs articles, chargé de plusieurs numéros, il lui a apporté un soutien intellectuel très précieux. Qu'il en soit ici remercié, avec tous les vœux de réussite de la rédaction pour ses nouvelles fonctions.

# N° 94 SOMMAIRE

## DOSSIER...



© Kayhan Ozer / Turkish President Office / AFP

## Turquie : le grand écart

### 4 Ouverture : Recep Tayyip Erdogan ou le grand écart

*Serge Sur*

### 11 La synthèse AKP : de la « démocratie islamique » à « l'islamo-nationalisme »

*Dorothée Schmid*

### 21 Une nouvelle République autoritaire

*Jean Marcou*

### 32 Les vicissitudes de l'engagement turc au Moyen-Orient : du « néo-ottomanisme » à l'aventure syrienne

*Jana Jabbour*

### 42 La Turquie d'Erdogan dans un environnement régional recomposé

*Jean-Paul Burdy*

## Regards sur le MONDE

- 56 Union européenne-Turquie : les effets du projet d'élargissement

*Claire Visier*

- 69 Le mouvement kurde de Turquie face au régime d'Erdoğan

*Yohanan Benhaim*

- 77 La diaspora turque en Europe et son rôle politique

*Samim Akgönül*

- 86 La Turquie et l'OTAN : des relations complexes mais solides

*Chloé Berger*

### Et les contributions de

Amine Benbernou (p. 51)  
Benjamin Gourisse (p. 83),  
Jean-François Pérouse (p. 65),  
Guillaume Perrier (p. 29 et 39),  
et Dorothée Schmid (p. 18)

## Questions EUROPÉENNES

- 96 La Slovénie, ou quand la mesure fait sens

*Renaud Dorliac*

- 106 Le Kurdistan syrien ou Rojava : un territoire et un projet politique contestés

*Édouard Jourdain*

## HISTOIRES de *Questions internationales*

- 113 Le « Mai 68 » des Caraïbes

*Romain Cruse*

## Les questions internationales à L'ÉCRAN

- 119 Silence de Martin Scorsese : l'échec de l'évangélisation du Japon au XVII<sup>e</sup> siècle

*Guillaume Bozonnet*

## ABSTRACTS

## Liste des CARTES et ENCADRÉS

- 126 et 128

## → POUR ALLER PLUS LOIN

### L'État profond en Turquie

L'expression « État profond » (« *derin devlet* ») désigne en Turquie une hypothétique structure de pouvoir clandestine, parallèle à l'État visible, qui contrôlerait le pays en coulisses sans que l'on n'en connaisse jamais exactement la forme, les acteurs et les objectifs. Le débat sur l'existence de cette hydre politique ressurgit régulièrement en période de crise, alimenté par des « preuves » plus ou moins réalistes. Le flou qui entoure la notion entretient un imaginaire complotiste et fataliste, justifiant des atteintes aux libertés publiques au nom de la défense du « vrai » État.

#### Le préalable de la guerre froide

L'histoire politique de l'Empire ottoman et des débuts de la République est, comme ailleurs, saturée de luttes d'influence entre diverses factions pour le contrôle de l'État. Mais, à la période contemporaine, la formalisation du concept plus particulier de l'État profond date des très violentes années 1970. Le pays est alors fragilisé par les affrontements entre groupes gauchistes et d'extrême droite, interrompus par des coups de force de l'armée, censés rétablir l'ordre.

En 1974, le Premier ministre Bülent Ecevit évoque la présence d'une structure de contre-guérilla militaire (*kontrgerilla*) mise en place par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour prévenir les risques de contagion révolutionnaire depuis l'Union soviétique. L'existence d'un « département de la guerre spéciale » (*Özel Harp Dairesi, ÖHD*), chargé au sein de l'armée d'opérations de déstabilisation pour décrédibiliser la gauche, est attestée.

Après le putsch de 1980, l'ÖHD s'occupe également de la lutte contre les Kurdes. Ces structures clandestines, *stay behind*, étaient bien implantées à l'époque en Europe de l'Ouest, à l'exemple du réseau italien *Gladio*. La fin de la guerre froide a permis de mettre en partie au jour leurs activités. Ce département spécial de l'armée aurait pratiqué, comme en Italie, la stratégie de la tension, avec pour objectif de protéger le régime – en l'occurrence une

démocratie structurellement faible, « disciplinée » par des putschs militaires.

#### L'émergence d'un fantasme politique

Le spectre de l'État profond ressurgit dans les années 1990 de façon encore plus trouble. Le 3 novembre 1996, un étrange accident de voiture se produit à Susurluk, petite ville de la région de Marmara, à l'ouest du pays. Une Mercedes 600 SEL blindée appartenant à Sedat Bucak, député de Şanlıurfa, percute un camion, et trois de ses occupants trouvent simultanément la mort : Huseyin Kocadağ, chef adjoint de la police d'Istanbul ; Abdullah Çatlı, leader du groupe ultranationaliste les « Loups gris », tueur à gages et trafiquant notoire recherché par Interpol ; et sa petite amie Gonca Us, ancienne reine de beauté. Le propriétaire de la voiture est une figure de la stratégie de contre-insurrection villageoise pratiquée par le gouvernement dans le sud-est kurde. L'accident semble avoir été programmé et les autorités estiment que le ministre de l'Intérieur, Mehmet Ağar, qui passait ses vacances avec le groupe, était visé.

Le « scandale de Susurluk » (*Susurluk skandalı*) secoue les bases même de l'État : un rapport d'enquête expose en 1998 les liaisons dangereuses entre dirigeants politiques, services secrets, forces de sécurité, mafia et milieux d'affaires. Des personnalités politiques sont accusées d'avoir commandité des crimes. L'ancienne Première ministre Tansu Çiller elle-même semble impliquée dans des règlements de compte liés au trafic de drogue ou à la guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le fantasme négatif du *derin devlet* s'installe dès lors dans l'imaginaire collectif. Tantôt domine l'idée que la coquille vertueuse des institutions turques serait utilisée à des fins néfastes par des équipes politiques délinquantes – formant un État dans l'État. Tantôt l'État profond est vu comme une structure parallèle, plus proche d'un cabinet fantôme (*shadow state*), qui concurrence la structure institutionnelle

légitime. Le thème refait toujours surface dans les périodes de tension.

Depuis l'accession au pouvoir de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) en 2002, l'État profond s'est ainsi manifesté à plusieurs reprises, sur fond de lutte idéologique violente entre le camp des laïcs pro-kémalistes et celui des islamistes, puis de rivalités entre groupes islamistes.

## De la politique du complot aux procès politiques

Soucieux de consolider son pouvoir, Recep Tayyip Erdogan a très tôt entrepris de mater l'armée. L'affaiblissement de l'institution a été facilité par l'ouverture de procès de militaires de haut rang, connus pour être anti-islamistes, et accusés dans des circonstances parfois rocambolesques de comploter contre l'État.

La première affaire d'ampleur concerne une cellule secrète appelée Ergenekon<sup>1</sup>, découverte par hasard en 2007, qui aurait rassemblé des officiers de l'armée, des militants de l'extrême droite – Loups gris et autres « idéalistes » (*ülkücüler*) –, mais aussi des personnalités de l'establishment kémaliste, universitaires, journalistes ou hommes d'affaires, unis par un agenda ultranationaliste. La liste des accusés n'a cessé de gonfler au fil d'une enquête menée au pas de course, qui a connu d'interminables rebondissements et beaucoup d'écart de procédure. Le procès, ostensiblement mis en scène comme celui de l'État profond, agrégeait des affaires très variées – attentats mineurs, assassinats de missionnaires chrétiens et jusqu'à la liquidation du journaliste arménien Hrant Dink... – permettant de contenir dans un même périmètre les principaux opposants de l'AKP.

Une autre affaire majeure, baptisée Balyöz (marteau de forge), s'est greffée en 2010 à la nébuleuse Ergenekon : de mystérieux documents préparatoires ont été rendus publics, suggérant un plan de déstabilisation de l'État à grande échelle. Des dizaines de responsables militaires, dont le général

Çetin Doğan, ancien commandant de la Première armée, Ibrahim Fırtına, ancien commandant de l'armée de l'air, et Özden Örnek, ancien commandant dans la marine, tous ennemis déterminés de R. T. Erdogan, sont impliqués. Leur procès, bâclé, est rempli de zones d'ombre – outre les incohérences temporelles du scénario, il apparaît rapidement que de nombreuses preuves ont été fabriquées.

Lorsque, en 2013, la justice rend son verdict dans l'affaire Ergenekon, certains des 275 accusés ont passé plus de six ans en détention préventive. De très lourdes condamnations sont prononcées contre des militaires et des gendarmes, mais aussi contre le chef du Parti des travailleurs, Doğu Perinçek, homme politique ultranationaliste à allégeances variables, et contre plusieurs journalistes et des élus du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple). L'ancien chef d'état-major İlker Başbuğ écope d'une condamnation à la réclusion à perpétuité.

## Polymorphie de l'État profond

La logique politique de ces procès n'échappe pas aux observateurs et les développements ultérieurs démontrent l'ambivalence totale de l'affaire : des dissensions au sein du pouvoir aboutissent à une révision retentissante. En juin 2014, la 4<sup>e</sup> chambre criminelle d'Istanbul ordonne la remise en liberté de 230 militaires condamnés dans le cadre de l'affaire Balyöz. En 2015, la Cour de cassation casse et annule, sans renvoi, la condamnation de plusieurs des personnalités jugées dans l'affaire Ergenekon. Se trouvent publiquement réhabilités, pêle-mêle, plusieurs officiers cloués au pilori, ainsi que Doğu Perinçek. Les autorités et la justice turques reconnaissent alors officiellement avoir été manipulées dans le cas Ergenekon ; un nouvel avatar de l'État profond se profile, de l'intérieur même de la machine justement censée lutter contre lui.

Le parcours d'un des procureurs du procès Ergenekon, Zekeriya Öz, illustre ce retournement et annonce de nouvelles luttes intestines au sein de l'État. En 2011, ce magistrat faisait emprisonner deux journalistes d'investigation, Ahmet Şık et Nedim Şener, auteurs d'un livre sur les ramifications de la confrérie du mystérieux imam Fethullah Gülen<sup>2</sup> dans différents secteurs

<sup>1</sup> Le nom d'Ergenekon désigne une vallée légendaire d'Asie centrale d'où auraient émigré les Turcs anciens vers l'Anatolie, sous la conduite d'un loup. Ce mythe fondateur fait partie du grand récit des ultranationalistes turcs – les Loups gris.

<sup>2</sup> Voir encadré p. 39.

de l'administration. Il fut dessaisi quelques mois plus tard de l'affaire Ergenekon. En 2013, le même Öz enquête sur de graves affaires de corruption touchant plusieurs ministres en exercice et des hommes d'affaires proches de l'AKP. Il s'apprête à dénoncer également le fils de Recep Tayyip Erdogan, ce qui déclenche des représailles immédiates. Convaincu de gülénisme, Zekeriya Öz fuit la Turquie.

La chasse aux gülénistes commence dans tous les secteurs de l'administration. Elle prend ensuite des dimensions inédites après la tentative de coup d'État de juillet 2016 que R.T. Erdogan impute aux zélateurs de l'imam de l'ombre. Le président turc désigne alors officiellement le nouvel État profond : c'est le mouvement de Gülen, rebaptisé FETÖ (*Fethullahçı Terör Örgütü*, Organisation terroriste des partisans de Fethullah), qui aurait méthodiquement comploté depuis les officines bureaucratiques contre les autorités démocratiquement élues. Des milliers de fonctionnaires sont démis de leurs fonctions, emprisonnés ou partent en exil.

Ainsi, la définition de l'État profond est élastique et le concept peut se transformer en arme, légitimant des pratiques répressives au nom de la défense du bien collectif et de la sécurité publique, et révélant au passage les failles de la culture politique turque. Si la structure même des institutions, leur manque de transparence et l'absence de mécanismes efficaces de responsabilité posent problème, la fiction d'un

État parallèle qu'il faudrait indéfiniment combattre permet aussi d'exercer le pouvoir sans freins ni mécanismes de rappel. La convocation systématique du FETÖ au « tribunal » des médias permet aujourd'hui à Recep Tayyip Erdogan de discipliner son auditoire par la peur.

• • •

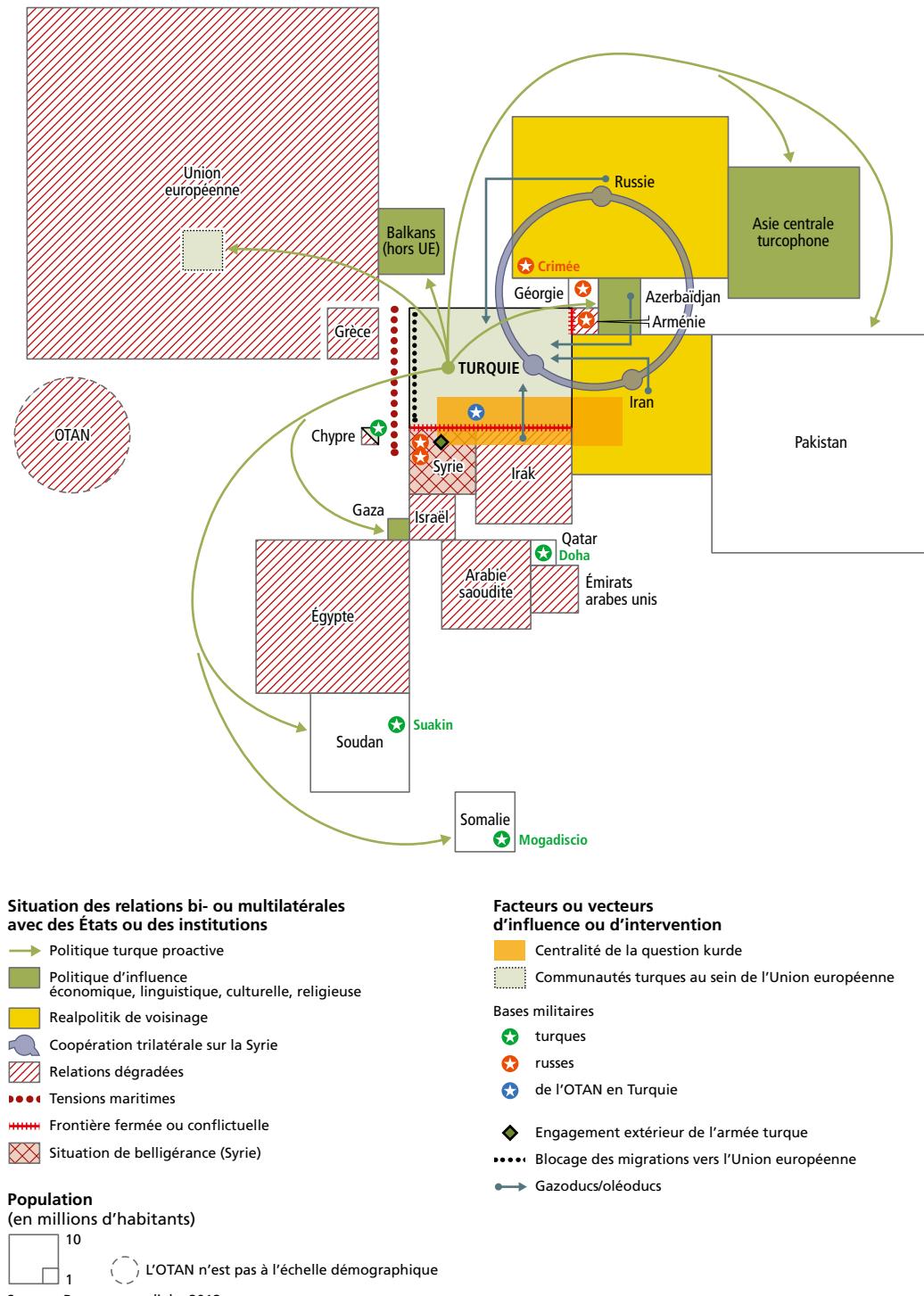
La notion d'État profond connaît désormais le succès hors de Turquie. Elle a été largement reprise dans le contexte des printemps arabes, où des groupes politiques concurrents se sont affrontés pour la maîtrise du pouvoir. En Égypte ou en Tunisie, « l'État profond » fait ainsi alternativement référence aux complots révolutionnaires des Frères musulmans, ou au noyau résistant des anciens régimes...

Plus récemment, aux États-Unis, les partisans de Donald Trump ont dénoncé un réseau de résistance dissimulé au sein de l'administration qui tenterait d'affaiblir le président de l'intérieur. La peur de l'État profond, agitée par les populistes de tous bords, témoigne bien d'une crise de confiance croissante dans les institutions politiques – y compris parmi les vieilles démocraties.

**Dorothée Schmid \***

\* Chercheur, responsable du programme « Turquie contemporaine et Moyen-Orient » de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

## Les relations de la Turquie avec son environnement géopolitique régional (2018)



Source : Banque mondiale, 2018.

Conception : Jean-Paul Burdy. Réalisation : Cyrille Suss Cartographe. © Dila, Paris, 2018